

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE CRÉDITS

Opération Collective en Milieu Urbain (OCMU) – Commune de Montélimar

Entre les soussignés :

La ville de Montélimar, Hôtel de Ville, place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTELMAR cedex, représenté par son maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant dûment habilité à l'effet des présentes suivant délibération du Conseil municipal n° [REDACTED] du [REDACTED], et ci-après dénommée « la commune »,

d'une part

Et :

La société « Hello Montélo », société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont le siège social est situé 1, Montée Saint Martin, Maison de l'Economie, 26200 MONTELMAR, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 882 023 708, représentée par son Président, Pascal COLOMBAIN, dûment habilité à l'effet des présentes et ci-après dénommée « la SCIC »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de délégation de crédits, par la commune à la SCIC, pour la mise en œuvre des actions « Création d'une vitrine numérique pour les commerçants et artisans » et « Sensibilisation des entreprises aux usages numériques » du programme FISAC.

Cette délégation de crédits est rendue possible par l'article 5 de la convention opération collective au titre du FISAC - Opération Collective en Milieu Urbain (OCMU) – Commune de Montélimar, du 9 octobre 2020.

Article 2 – Modalités de versement des crédits

Les crédits d'un montant de 13 320,00 € HT pour la réalisation de l'action « Création d'une vitrine numérique pour les commerçants et artisans » et d'un montant de 4 167,00 € HT pour l'action « Sensibilisation des entreprises aux usages numériques », soit un montant total maximum de 17 487,00 € HT, seront versés par la commune à la SCIC par virement sur le compte [REDACTED] et suivant l'échéancier ci-dessous.

1^{er} versement : 4 000,00 € à la signature de la présente convention.

2^{ème} versement : 4 000,00 € fin février 2021.

3^{ème} versement : 4 000,00 € fin mai 2021.

4^{ème} versement : 4 000,00 € au fin août 2021.

Le solde : 1 487,00 € le 15 décembre 2021 après remise, par la SCIC à la commune, d'un rapport d'activités exhaustif de la réalisation de chacune des actions accompagné d'un tableau récapitulatif des dépenses effectuées.

Article 3 : Evaluation

La SCIC s'engage à fournir le rapport d'activités visé à l'article 2 ci-dessus, qui doit présenter le bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en oeuvre des actions définies à l'article 1.

La Ville de Montélimar procède, conjointement avec la SCIC, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet de la présente convention.

A l'issue de cette évaluation, la commune pourra donner quitus à la SCIC. Ce quitus est donné toutefois sans préjudice d'éventuels recouvrement de créances pouvant intervenir ultérieurement lorsque celles-ci trouvent leur origine dans l'exécution des obligations objet de la présente convention.

Article 4 – Contrôle par la commune

La commune contrôle que sa contribution financière n'excède pas le coût de mise en œuvre des actions définies à l'article 1 de la présente convention. Durant toute la durée de la convention et après remise du rapport d'activités visé à l'article 2 ci-dessus, un contrôle (y compris sur place) peut être réalisé par la commune.

La SCIC s'engage à fournir à la commune toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production sera jugée utile lors de ce contrôle.

Article 5 – Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la présente convention par la SCIC sans l'accord écrit de la commune, cette dernière peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en application de l'article 2, diminuer ou suspendre le montant des versements, après examen des justificatifs présentés par la SCIC et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune informe la SCIC par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 6 - Durée

La présente convention est conclue pour la période comprise entre la date de sa signature et la date de délivrance du quitus par la commune à la SCIC comme stipulé à l'article 3 ci-avant.

Article 7 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 8 - Modifications

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la commune et la SCIC. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 9 – Attribution de compétence

Pour tout différent ou litige pouvant survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

A Montélimar, le _____

Pour la SCIC

Le Président,

Pascal COLOMBAIN

Pour la commune

Le Maire,